

## Comment vivre les bouleversements avec noblesse ?

**Simon-Pierre de Montpellier a 30 ans. Marié, jeune papa, il est rédacteur en chef de la revue *En Question*<sup>1</sup>. Dans cet essai engagé, il appelle la noblesse à un sursaut éthique pour redorer son blason. Comment ? En faisant preuve de lucidité, de responsabilité et d'engagement pour le bien commun.**

Dérèglement climatique, effondrement de la biodiversité, pandémies, guerres, crise énergétique, crises de l'accueil, appauvrissement, hausse des inégalités, menaces envers la démocratie... Nous vivons une période d'accumulation, d'accélération et d'aggravation des crises, de sorte qu'il faut se demander si la notion de « crise » est encore appropriée. Puisque la plupart de ces phénomènes n'ont rien de passager, le terme de « bouleversement » paraît plus adéquat. Ces bouleversements nous concernent tous (nous sommes tous dans la même tempête) mais ils nous touchent différemment (nous ne sommes pas tous dans le même bateau).

Dans la tempête, quel pourrait être le rôle de la noblesse ? Sans généraliser ni essentialiser, reconnaissons que, en moyenne, la noblesse belge possède des ressources socio-culturelles et des leviers de pouvoir économique et politique importants. Son influence sociétale ne peut donc être sous-estimée et, dès lors, sa responsabilité pour amorcer la grande transition vers une société plus juste, écologique et solidaire, ne peut être occultée. « À qui l'on a beaucoup donné, on demandera beaucoup ; à qui l'on a beaucoup confié, on réclamera davantage » (Luc, 12).

Mais comment s'engager pour le changement ? Joseph Cardijn, figure belge du christianisme social, fondateur de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) en 1925, nous propose la méthode « voir-juger-agir ». Tout d'abord, **voir**, ce qui nécessite d'ouvrir les yeux, de s'intéresser, d'écouter les réalités de l'autre, et donc d'aller à la rencontre pour construire un savoir commun. Ensuite, **juger**, prendre position, au bout d'un processus d'analyse, de prise de hauteur, d'exercice de l'esprit critique, de discernement. Enfin, **agir**, c'est-à-dire « poser un acte conscient qui transforme une réalité insatisfaisante »<sup>2</sup>.

### Voir l'ampleur du désastre

En premier lieu, il est d'indispensable de mesurer l'ampleur de la situation. Selon les derniers rapports du GIEC, la moyenne des températures a globalement augmenté de 1,09 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Les effets du dérèglement climatique se font déjà ressentir (sécheresses, mégafeux, inondations, pénuries...) et risquent bien de s'accélérer dans les prochaines années. Entre 3,3 et 3,6 milliards de personnes vivent dans des situations très vulnérables aux changements climatiques et 1 milliard d'habitants des régions côtières seront menacés d'ici 2050. L'ONU annonce entre 200 et 250 millions de réfugiés climatiques dans le monde d'ici moins de 30 ans.

En 50 ans, les espèces de vertébrés sauvages ont en moyenne baissé de 69 %. Plus d'une espèce vivante sur huit (soit 1 million) pourrait disparaître de la surface du globe dans les prochaines décennies. C'est ce que de nombreux scientifiques appellent la 6<sup>ème</sup> extinction de masse, la première entièrement causée par les humains. Sur 9 limites planétaires étudiées, 6 sont déjà dépassées : le climat, la biodiversité, les cycles biogéochimiques de l'azote et du phosphore, l'occupation des sols, l'utilisation mondiale de l'eau, la présence d'entités nouvelles (dont les plastiques) dans la biosphère.

### Juger nos responsabilités

---

<sup>1</sup> La revue *En Question* est éditée par le Centre Avec, association d'analyse sociale et d'éducation permanente. Dernier numéro (n°143 – hiver 2022) : « L'utopie du (bien) commun ? ». Infos : [www.centreavec.be](http://www.centreavec.be)

<sup>2</sup> M. Mirkes, « VOIR-JUGER-AGIR », Esperluette n°10, CIEP, décembre 1996.

Face à ces effondrements, nous ne sommes pas égaux. Il est évident que les populations précarisées sont plus fortement affectées que les populations aisées, que l'on compare la situation des régions du Nord avec celle des régions du Sud ou, au sein de chaque pays, la situation des riches avec celle des pauvres. L'injustice est double puisque les 10% les plus riches sont responsables de 50% des émissions de CO<sub>2</sub>, alors que les 50% les plus pauvres sont responsables de 7% des émissions de CO<sub>2</sub> (entre 1990 et 2015). Rappelons qu'1 % de la population possède près de la moitié de la richesse globale. En Belgique, ce ratio est de 1% des Belges pour 24% de la fortune totale.

C'est pourquoi, la justice sociale doit être centrale quand il est question de transition écologique. Le pape François, dans son encyclique *Laudato si'* (2015)<sup>3</sup>, exprime ce lien en des termes très clairs : « aujourd'hui, nous ne pouvons pas nous empêcher de reconnaître qu'une vraie approche écologique se transforme toujours en une approche sociale, qui doit intégrer la justice dans les discussions sur l'environnement, pour écouter tant la clameur de la terre que la clameur des pauvres ». C'est pour cela que parler de « sobriété » comme relevant de la seule responsabilité individuelle, appliquée de la même manière à tout un chacun, est un non-sens social. D'une part, il est logique que les épaules les plus larges fournissent un effort plus important, surtout si elles sont responsables d'une plus grande part du problème. D'autre part, il faut pouvoir remettre en question nos modèles de production et de consommation qui guident les choix et les comportements des individus et des populations.

### **Agir pour transformer le monde**

Notre histoire a connu des périodes de grands bouleversements. Je suis convaincu que l'époque que nous vivons en fait partie. Les crises s'enchaînent à un rythme déconcertant. Les signes d'effondrement(s) et de révolte sont de plus en plus visibles. Mais les signes d'espérance aussi. Nombreux sont les citoyens qui changent profondément leur rapport à la Terre et à l'autre et, en conséquence, leur mode de vie, qui s'organisent pour mettre en place des structures alternatives au capitalisme débridé, qui se mobilisent pour exiger des politiques radicalement différentes.

« Face à la démesure de [la] situation [écologique], la question de la résistance ou de la collaboration de chaque individu et de chaque organisation au *business-as-usual* est éthiquement inévitable ». Ce sont les mots lourdement pesés par Laurent Lievens, ingénieur de gestion, sociologue et psychomotricien, dans sa lettre de démission de la *Louvain School of Management (LSM)*<sup>4</sup>. Durant la dernière guerre mondiale, de nombreux nobles se sont engagés dans la résistance. Et nous, aujourd'hui, face au plus grand défi de notre temps, quel choix ferons-nous ? Celui du déni ou de la lucidité, du cynisme ou de l'espérance, de la participation commune au changement ou bien de la « bunkérisation » des élites<sup>5</sup> ?

Quel est le sens d'un titre de noblesse, aujourd'hui, au XXI<sup>e</sup> siècle ? À mon avis, il offre, non pas des privilèges, mais bien une responsabilité accrue, celle de rechercher le bien commun, pour permettre à toutes et tous de mener une vie digne, de répondre à sa vocation, de s'épanouir. Or, le bien commun n'est pas l'intérêt général (la somme des intérêts particuliers), il n'est pas « Pareto optimal » (comme diraient les économistes). Il nécessite des formes de redistribution, et donc, pour les plus aisés, de détachement et de service, au bénéfice des plus vulnérables et pour le soin de notre maison commune. De la visée du bien commun découlent, selon la pensée sociale de l'Église, l'option

---

<sup>3</sup> Dans l'encyclique *Laudato si'*, le pape François s'adresse « à chaque personne qui habite cette planète », croyant ou non-croyant.

<sup>4</sup> Voir Laurent Lievens, « Voici pourquoi je démissionne de la Louvain School of Management », site web de *La Libre*, 9 septembre 2022.

<sup>5</sup> Voir Gaël Giraud, « Composer un monde en commun », propos recueillis par Simon-Pierre de Montpellier et Claire Brandeleer, dans la revue *En Question*, n°143, hiver 2022, Centre Avec, pp. 52-59.

préférentielle pour les pauvres et la destination universelle des biens (principe premier, supérieur au droit – secondaire – à la propriété privée).

Je rêve d'une noblesse belge qui soit une force motrice de la « révolution culturelle courageuse » à laquelle le pape François appelle de ses vœux. Combien de nobles assument des responsabilités importantes au sein d'entreprises, organes politiques, médias, administrations, corps diplomatiques, fondations, associations et autres organisations ? Il s'agit d'une opportunité unique de contribuer à l'avènement d'un monde durable, plus juste et fraternel. Combien de nobles se situent en haut de l'échelle socio-économique et/ou ont reçu un bagage culturel et éducatif important ? Il s'agit d'une chance réelle de pouvoir s'engager socialement (dans son entreprise, en politique, dans une association...) et/ou de contribuer financièrement (via ses impôts, ses choix d'investissements, ses dons...) pour plus de justice sociale et écologique. En cette période bouleversante, il est plus que temps de se poser la question de notre mission, individuellement et collectivement.